

NON A LA DEMOLITION DU 10-20 GALERIE DE L'ARLEQUIN

NOUS DEVIONS LIRE CE TEXTE DEVANT LES ELUS DU CONSEIL MUNICIPAL, MAIS MR LE MAIRE A REFUSE NOTRE INTERVENTION CAR LE SUJET N'ETAIT PAS A L'ORDRE DU JOUR ET QUE LE DOSSIER N'ETAIT PAS CLOTURE. CEST BIEN POURQUOI NOUS SOUHAITONS INTERVENIR, AVANT QUE TOUTES LES DECISIONS SOIENT PRISES !

Alors que les locataires du 10-20 galerie de l'Arlequin et de nombreux grenoblois sont opposés à la démolition de leurs logements, et multiplient les actions pour se faire entendre, la mairie de Grenoble persiste à demander la destruction de cet immeuble social de très bonne facture dont les loyers restent très abordables. Nous interpellons aujourd'hui le conseil municipal pour exprimer directement notre colère face à ce projet. Il nous semble absurde de démolir des logements sociaux alors que l'objectif fixé par le Plan Local de l'Habitat de la ville est d'atteindre le quota légal de 25 % de HLM. Objectif loin d'être atteint, alors que M. Ferrari, président de la Métro et rapporteur du projet affirme que « chaque projet de démolition grève la capacité d'atteindre cet objectif »¹?

Il est inadmissible de démolir des logements très sociaux alors que 75 % des 15.000 personnes à Grenoble attendant un logement social ou une mutation ont des ressources limitées qui devraient leur permettre d'accéder à ces loyers très modérés. La grande majorité des logements sociaux neufs ne sont pas prévus pour les classes populaires car leurs loyers sont trop élevés !

C'est écœurant de faire semblant de faire de la démocratie participative, alors que les décisions sont contraires aux attentes des habitants. Les habitant.es de la Villeneuve, et plus encore les locataires du 10/20 n'ont jamais été appelé à se positionner pour ou contre la démolition, cette « décision » ayant été annoncée par le maire en réunion publique le 13 décembre 2016, sans que rien ne soit dévoilé aux habitants auparavant. Une fois encore, M. Ferrari admet que ce projet « a mis en exergue la très faible acceptabilité des propositions de démolition » et « attise la défiance sur l'ensemble du projet »² Une pétition rassemblant bientôt 1500 signatures, pour la plupart par les habitant.es de la Villeneuve, est d'ailleurs en circulation.

Il est sidérant que la ville de Grenoble cède à l'ANRU, qui fait un chantage aux démolitions pour des raisons sécuritaires ou inavouables - l'argent versé profite avant tout aux géants du BTP qui se voient confiées les opérations de démolitions/reconstructions, livrant des logements où seules les classes les plus aisées peuvent s'installer. L'ANRU n'a jamais été au service des habitants des quartiers populaires, où la proportion d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté n'a cessé d'augmenter, lorsqu'ils ne sont pas obligés de s'éloigner toujours plus loin dans la périphérie où les loyers sont moins chers!

Pourquoi ne pas écouter et prendre en compte les habitant.es de la Villeneuve qui travaillent toutes les semaines, accompagnés par des étudiants en architecture et urbanisme, à un contre-projet de réhabilitation innovant, ambitieux partant des attentes et besoins des locataires ?

Il nous semble insensé de justifier la démolition du 20 en affirmant que cela créera une ouverture sur le parc Jean Verlhac, alors même que l'opération sur le 50 galerie de l'Arlequin n'a créé aucun résultat en la matière ? Faut-il rappeler que l'architecture initiale de la Villeneuve totalise 14 entrées sur le parc ?

C'est extrêmement cynique d'opter pour la démolition alors qu'une convention existe entre le bailleur SCIC Habitat Rhône Alpes et la mairie de Grenoble depuis 2014 pour entamer une réhabilitation - pour laquelle les locataires paient leurs loyers depuis quarante ans - qui finalement est jugée trop chère par un bailleur qui est le plus gros de France en terme de puissance financière. Nous ne sommes pas sans savoir que le projet de démolition coûtera finalement plus cher -mais remboursé par l'argent public de l'ANRU, qu'une réhabilitation dont les chiffres ont pourtant été gonflés pour affirmer que cela apporterait un coût insupportable pour le bailleur. Par exemple, selon le SDIS (pompiers), le projet présenté par les habitants répond aux exigences de sécurité pour un moindre coût.

Pourquoi démolir des immeubles à la Villeneuve si ce n'est pour en faire partir les classes populaires et reconstruire pour que les plus riches puissent profiter de ce cadre magnifique ? La « dynamisation » des quartiers Sud de Grenoble voulue par la Métropole viserait-elle alors à en changer la population ?

1 « Revoyure du protocole de préfiguration », janvier 2017

2 idem